

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DE RIVOLI, 16.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

Paris, 24 avril.

La Commune de Paris a marché jusqu'à ce jour d'un pas ferme dans la voie qu'elle s'était tracée dès son apparition. Soutien indépendant d'un pouvoir provisoire qui, pour Paris, la France, l'Europe et le monde, représente la République, elle n'a pas failli un seul instant à sa tâche. Elle l'a soutenue, elle le soutiendra jusqu'au bout, parce qu'en lui réside le principe républicain. Elle a conservé, elle conservera son indépendance, parce que dépendre d'un homme ou d'une secte, c'est se rendre l'esclave de cet homme, de cette secte, et que tel ne pourra jamais être le rôle de ceux qui se proclament et qui sont les défenseurs de la liberté.

Cependant, de tous côtés, mille accusations ont été dirigées contre nous. Les organes de la vieille politique, écrasée le 24 février tout ensemble avec la monarchie, se ruent sur nous comme sur une proie. Ils veulent, à leur exemple, nous faire les stipendiés d'un système, d'un individu. Faisant peau neuve à l'aurore d'une ère nouvelle, comme les reptiles au printemps de l'année, ils ont cru que leurs anciens lecteurs étaient prêts à accepter leurs palinodies. Aussi, avec leur tactique habituelle, ils ont cherché à écraser la presse nouvelle sous le poids d'arguments tirés de l'arsenal de leurs vieilles roueries. Feuilles parisiennes, feuilles départementales, habituées des longtemps au salariat de tel ou tel parti, elles n'ont pas compris cette position franche que venait prendre dans l'arène publique l'athlète de la révolution politique et sociale de 1848.

Hommes à convictions fortes et arrêtées depuis longtemps, éprouvés par les luttes que la démocratie a soutenues durant ces vingt années contre un pouvoir oppresseur, nous ne nous ferons jamais les séides, les défenseurs quand même d'un pouvoir quelconque. Les hommes sont pour nous peu de chose, rien même : les principes sont tout. Dans une loi, dans un décret, nous avons examiné, nous examinerons toujours le principe qui l'aura dicté, n'importe l'homme qui en sera l'éditeur responsable.

Nous nous plaçons en sentinelles avancées à l'avant-garde de ceux qui veulent sincèrement que le grand événement de 1848 porte tous ses fruits politiques et sociaux. Et maintenant peu nous importe que dans notre marche nous trouvions sous nos pas les journaux *l'Assemblée nationale*, *le Constitutionnel*, *l'Univers*, *la Presse*, *le Siècle*, pour nous crier : « Vous êtes les hommes du ministre de l'intérieur, vous êtes les ennemis de tel ou tel autre ministre ; » peu nous importe que le *Mémorial bordelais* et le *Courrier de la Gironde*, que le *Mémorial des Pyrénées* et l'*Echo de Vézère* fassent entendre les mêmes clabauderies comme un écho qui renvoie le son parti de la capitale... Nous dirons à tous ces républicains de fraîche date : « Eh quoi ! vous qui hier encore traitiez la République et la liberté en ennemies, vous qui vous trouviez à votre aise sur ces débris corrompus d'une société vieillie, aujourd'hui vous vous faites les apôtres de la République, de la liberté, de l'ère sociale nouvelle qui commence ? Et vous voulez qu'on vous écoute ? Arrière donc ! hommes si longtemps aveuglés ; laissez à ceux qui en jouissent depuis longtemps le soin de donner la lumière à leurs frères. Avant de vouloir les satisfaire, étudiez les besoins de l'humanité, que vous avez si longtemps méconnus. »

Et quand cette étude sera faite, posez-vous nettement les champions d'une révolution accomplie sans vous, mais dont, en amis, en frères, vous avez le droit de partager les bienfaits.

Encore une fois, et j'espère que ce sera la dernière, je suis forcé de parler de moi au peuple. Je lui en demande pardon ; mais depuis quelques jours, je suis en butte à toute espèce de calomnies ; j'ai beau protester contre les insinuations perfides, je n'en passerai pas moins pour un anarchiste jusqu'au moment où mon dévouement à la sainte cause de la République sera connu et apprécié de tous.

Je rappellerai que j'ai refusé toute fonction publique, afin de donner tout mon temps aux intérêts du peuple.

Aujourd'hui, nous sommes révolutionnaires parce que nous ne voulons pas de guerre civile. Nous conjurons tous les républicains d'éviter les collisions. Le peuple doit manifester sa volonté et sa force en masse, avec son drapeau suivi de trois cent mille hommes. Qu'il nous pardonne encore cet avis. Mais pour garantir son avenir, il faut que les leçons du passé ne soient pas perdues pour lui.

Et vous, réactionnaires de toutes sortes, ne provoquez pas le peuple comme vous le faites sourdement. Au nom de la patrie, craignez d'attirer sur elle des malheurs irréparables.

Républicains, veillons tous !

Sobrier.

SIMPLES QUESTIONS.

Pourquoi le citoyen Philippoteau, le favori avoué de l'ancienne monarchie, le peintre officiel des baptêmes et mariages royaux, est-il encore le favori de la République ?

Pourquoi lui a-t-on commandé le tableau qui doit représenter Lamartine parlant au peuple à l'hôtel de ville ?

Pourquoi va-t-il obtenir celui de la distribution des drapeaux ?

Si c'est un parti pris de donner les travaux artistiques sans concours, pourquoi en ouvrir un pour la figure de la République ?

Plusieurs mutations significatives viennent d'avoir lieu au ministère de la marine. M. Guizot avait fait créer par M. de Mackau un bureau des déchiffrements, rouage complètement inutile, mais qui servait à placer une créature. Ce bureau vient d'être supprimé, et le titulaire, M. Henrichs, rentre dans les cadres comme commis à 5,000 fr. On annonce qu'une semblable mesure vient d'être prise au sujet d'un favori de M. le duc de Nemours, qui était le plus incapable des employés et dont M. de Mackau, pour plaire au futur régent, n'avait pas craint de faire, en moins de deux ans, sous-chef, chef et chevalier de la Légion d'honneur. On avait donné à ce favori la place de chef du secrétariat du dépôt de la marine, poste qui revenait de droit à un vieux et honorable serviteur de l'Etat qui avait conduit ce service, depuis plus de trente ans, à la satisfaction générale. C'est donc un acte de juste équité que de le restituer aujourd'hui à ce vieillard, comme une retraite dont on l'avait si indignement frustré.

Mais voici des complications qui promettent de piquantes contestations. Les deux chefs dont nous parlons, MM. Henrichs et Guinan, furieux d'être obligés de subir le niveau de la justice républicaine, viennent de présenter un mémoire contre la mesure énergique qui les replace comme de simples commis, le premier au secrétariat général, le second à la direction du personnel. Ils se fondent sur ce que l'ancien chef du cabinet de M. de Mackau, M. Girette, qui avait aussi, en dix-huit mois, été fait sous-chef et chef, n'a pas été réintégré comme eux parmi les commis, mais pourvu d'un poste de sous-chef, quoiqu'il ait participé à tous les actes de MM. de Mackau et de Montebello. Cette réclamation paraît équitable ; nous en suivrons les détails.

En terminant, nous demanderons à M. Maret, président de la commission de réorganisation, à quoi servent dans le ministère de la marine un directeur de services administratifs à 20,000 fr. ; un inspecteur général, à Paris, des bibliothèques de la marine à 5,000 fr. ; deux historiographes à 5,000 fr. chacun ; un avocat à la direction des colonies (M. Moulin-Dufresne) à 5,000 fr. ; un autre avocat du ministère (M. Jollivet) à 5,000 fr. ; etc., etc. Il y a là à réaliser, et d'un trait de plume, une économie de plus de 100,000 fr. La chose en vaut la peine, et les retards ne se comprennent pas en pareille matière.

On nous apprend un fait qui mérite de sérieuses réflexions. Le canton de Pecquigny a son conseil de révision dans cette ville même ; cette fois il a été dérogé aux statuts en vigueur jusqu'alors, il a été tenu à Amiens, et les cent premiers numéros sortis de l'urne ont été réformés ; à partir du centième à peu près, les conscrits ont été pris jusqu'au dernier numéro inclusivement. Il est donc matériellement impossible qu'il n'y ait pas eu là de frauduleuses manœuvres, des voies corruptrices ; il est de l'intérêt général de les signaler. Du reste, en attendant de plus amples renseignements, nous n'accueillons ce fait qu'avec la plus extrême circonspection.

Le bureau de la corporation des professeurs libres pour l'enseignement gratuit des classes laborieuses, envoyé en députation auprès du Gouvernement provisoire, a été reçu à l'hôtel de ville lundi, 17 de ce mois, à six heures du soir, par le citoyen Buchez, adjoint au maire de Paris. Il a remis à ce citoyen le manifeste de la corporation. Ce manifeste, empreint du républicanisme le plus pur, exprime le patriotique désir de venir immédiatement en aide aux souffrances intellectuelles du pauvre par l'établissement de cours gratuits pour les adultes, comprenant la lecture, l'écriture, l'orthographe, la syntaxe et la composition française ; la géographie et l'histoire de l'Europe en général et de la France en particulier, spécialement l'histoire populaire de la Révolution française de 1789 ; les éléments de l'arithmétique, de l'algèbre et de la géométrie ; le dessin linéaire ; les éléments de la physique et de la chimie usuelles, la morale républicaine (théorie des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen), l'économie sociale usuelle.

Les sympathies que la corporation des professeurs libres a rencontrées dans le Gouvernement provisoire,

et dont le citoyen Buchez s'est constitué l'organe, doivent faire espérer que ces cours seront bientôt en pleine activité dans les ateliers nationaux, dans les divers bataillons de la garde nationale mobile et de la garde républicaine, dans chaque arrondissement et au besoin dans chacun des quartiers de Paris.

La protestation suivante est adressée à la Réforme par des délégués du Luxembourg :

« Citoyen rédacteur,
« Un journal légitimiste, *l'Assemblée nationale*, dirigé contre le citoyen Louis Blanc un article auquel nous pensons bien qu'il n'opposera que le plus profond mépris. C'est au peuple, pour la cause duquel le citoyen Louis Blanc s'est exposé à tant de basses injures, c'est au peuple qu'il appartient de répondre.

« En ce qui concerne les délégués des corporations, nous pouvons affirmer et nous affirmons sur l'honneur, et l'honneur des ouvriers vaut bien celui du rédacteur anonyme de *l'Assemblée nationale*, nous affirmons que cette feuille s'est rendue coupable envers le citoyen Louis Blanc et envers nous de la plus noire calomnie. Nous affirmons sur l'honneur, au nom de la dignité du peuple, au nom de la vérité, que le citoyen Louis Blanc n'a pris aucune part, de quelque façon que ce puisse être, à la désignation des candidats que nous, hommes du peuple, avons choisis après mûr examen et dans la plus complète indépendance de notre jugement.

« Nous affirmons sur l'honneur que le citoyen Louis Blanc n'a fait qu'approuver, avec le citoyen Albert, son ami et le nôtre, un règlement ayant pour but d'empêcher la dispersion des votes populaires, approbation si légitime et si évidemment honorable, que les citoyens Louis Blanc et Albert se sont empressés de la rendre publique.

« Que les ennemis du peuple trouvent mauvais que les citoyens Louis Blanc et Albert aient approuvé un règlement où les ouvriers se réservaient dans Paris la nomination de vingt ouvriers sur trente-quatre noms, cela se conçoit ; mais ce ne sera jamais là un crime aux yeux du peuple. — Il sait pourquoi on calomnie ses défenseurs ; pour nous, nous déclarons qu'en les calomniant on nous calomnie nous-mêmes.

« Salut et fraternité.
« Pour tous les délégués,
« LAGARDE, président ; LOUIS LAVOYE, vice-président ; BESNARD, vice-président ; A. LEFAVRE, secrétaire ; PETIT, secrétaire-adjoint. »

Nous venons d'apprendre avec étonnement que les bibliothèques prennent leurs vacances comme en temps ordinaire. Est-ce donc ainsi que les citoyens bibliothécaires prétendent faire acte de dévouement à la République ? Quoi ! c'est au moment où les intelligences, mises en jeu par les grands problèmes dont tout le monde cherche la solution, ont plus que jamais besoin de remonter aux sources, c'est à ce moment, le plus grave de la vie des sociétés, que vous muez tous les dépôts de la science humaine ! C'est incroyable ! C'est à se demander si nous sommes chez un peuple de fous et si l'administration a perdu la tête.

Nous espérons bien que cette observation la fera revenir sur cette déplorable mesure. Le citoyen Carnot comprendra la nécessité de modifier un règlement trop facile pour les chanoines littéraires dont le juste-milieu avait peuplé les bibliothèques. Il y a là beaucoup de rongeurs de budget qu'on prendra soin d'écartier, nous n'en doutons pas. En attendant, il est juste qu'ils expient leurs sinécures. Nous ne demandons pas seulement la réouverture immédiate des bibliothèques ; il est indispensable qu'on augmente le nombre des heures de travail. Au lieu de fermer à trois heures, ne conviendrait-il pas de prolonger les séances jusqu'à quatre heures et demie.

Par la Révolution de février, les travailleurs ont repris courage et ont pu espérer l'amélioration prochaine de leur sort. Les réclamations se sont élevées de toutes parts à la fois contre le mauvais système de toutes les organisations manufacturières. Les ouvriers de la manufacture nationale de Sèvres, eux surtout, avaient à demander des réformes importantes qui intéressent au plus haut point des centaines de familles populaires. On sollicite le ministre d'opérer des améliorations sérieuses pour protéger efficacement les droits de tous contre les privilèges de quelques-uns, pour que la manufacture produise mieux, avec plus d'économie, et ouvre une carrière plus large aux aptitudes. Le ministre fit de grandes promesses. Il assura que les travaux interrompus par la Révolution seraient repris ; mais ils ne l'ont été que par les privilèges, c'est-à-dire par les employés inamovibles dont les noms sont portés sur les états du personnel définitif.

Il y a donc là une mesure d'exclusion qui frappe d'honnêtes pères de famille et d'humbles ouvriers, et qui porte atteinte au grand principe de la Fraternité proclamé par notre République.

Nous recevons une réclamation des travailleurs ainsi lésés.

« La plupart des chefs sont riches, disent-ils ; ils ont pour attendre de bons traitements, de beaux appointements et une grande puissance. La Révolution ne durera pas toujours, et tout le monde sait que s'il est mal

de demander des réformes, même quand le travailleur souffre, c'est bien plus mal encore quand le calme social est rétabli, car alors on trouble l'ordre public!

En fait de réformes, il n'y en a qu'une de réelle, c'est celle qui nous frappe. Nous ne sommes pas de la grande famille des privilégiés, nous, sur qui ils daignent s'apitoyer. Ils nous comparent au pot de terre contre le pot de fer! Il nous est dû deux mois de notre travail; cet argent est notre seule ressource: notre position est donc intéressante, et cependant on nous laisse, nous et notre famille, aux prises avec la faim!

Citoyens ouvriers, ils s'apitoyent, dites-vous? Sèche pitié! Il faut crier justice et non pitié!

Nous ne pouvons pas croire qu'on refuse de vous entendre. La Révolution ne durera pas toujours, non; mais ses conséquences doivent être impérissables. Que personne ne s'abuse!

Nous avertissons ici le ministre que les ordres qu'il donne pour l'amélioration de votre sort sont faussés par son entourage ou paralysés par les efforts des privilégiés de Sévres. Nous demandons plus de sollicitude de sa part pour vous; nous insisterons jusqu'à ce qu'il vous soit fait droit.

Frères, nous tenons bonne note des faits que vous nous avez rapportés. Ayez confiance.

En reproduisant une liste de candidats que publie la Commune de Paris, et sur laquelle figurent, pour la Loire-inférieure, les citoyens Sobrier et Cabaigne avec les citoyens Guépin, Rocher, Mangin et Dureau, le Courrier de Nantes faisait suivre hier sa citation de ces quatre lignes:

« C'est bien la moindre chose que les citoyens Sobrier et Cabaigne, rédacteurs de la Commune, fassent une liste où ils figurent; mais nous plaignons les citoyens qu'ils grouperont autour d'eux. »

Nous prions le Courrier de Nantes de nous déduire les motifs de sa compassion, afin que nous sachions si l'auteur de cette note est un saint qui fait preuve de charité envers nous, ou un Basile qui essaie de calomnier nos confrères. (National de l'Ouest.)

Les commissaires du Gouvernement dans le département de l'Hérault, considérant que les besoins du mois de mars ont grevé le budget départemental de dépenses extraordinaires; ont proposé au paiement de ces dépenses les fonds alloués à leurs fonctions.

Espérons que cette offre sera acceptée et qu'un tel exemple aura de nombreux imitateurs.

Comment la garde nationale entend la liberté des élections et le droit de faire connaître sa pensée par les affiches.

Ce matin, 23 avril, à 9 heures, s'est présenté à la 13^e section du 1^{er} bataillon un caporal faisant partie de la compagnie de la garde nationale qui allait descendre de garde du poste du ministère des affaires étrangères; lequel a dit à toutes les personnes composant le bureau de cette section qu'ils avaient lui et la plus grande partie des hommes du poste passé la nuit à déchirer et enlever toutes les affiches et listes de candidats portant les noms des anarchistes terroristes et communistes Ledru-Rollin, Cabet, Sobrier, Blanqui, Raspail, etc.; de façon qu'il n'en restait pas ce matin dans le quartier. Sur l'observation d'un des membres du bureau de cette section, appuyée par tous les autres, que les faits dont se vantait ce caporal étaient fort coupables, celui-ci répliqua que lui et ses camarades croyaient au contraire avoir agi selon leur droit et dans l'intérêt du Gouvernement, puisque les hommes dont il venait de parler étaient des ennemis de la République.

Si on jugeait de l'esprit de la garde nationale et de son intelligence par les actes ci-dessus signalés, on la croirait peu éclairée sur ses droits, sur ses devoirs et sur les hommes.

Faits électoraux.

Citoyen. Le parti radical est décidément trahi.

Oui, il y a eu d'infâmes manœuvres électorales, et ces manœuvres étaient uniquement dirigées contre les démocrates les plus sincères, contre ceux qui s'occupent avec passion de l'amélioration immédiate du sort des travailleurs, contre ceux qui, en un mot, veulent la Révolution avec toutes ses conséquences, qui veulent aussi que la République ne soit ni une déception ni une anarchie!

La dénégarion du maire de Paris, disons-le, reste sans valeur en présence des faits de corruption électorale signalés par le Représentant du Peuple et la Commune de Paris.

Cette dénégarion est même dérisoire en présence des faits nouveaux qui se déroulent sous nos yeux.

Ainsi: Niera-t-on que des bulletins de vote aient été dressés à l'Hôtel de Ville?

Niera-t-on que ces bulletins ou listes de candidats, imprimés sur papier de toutes couleurs (sans doute aux frais de la nation), aient été lancés dans le public par la coterie dite de la république tricolore, siégeant à l'Hôtel de Ville?

Niera-t-on que dans la soirée du 22, des voitures pleines de ces imprimés sillonnaient Paris et la banlieue, et que ces voitures étaient accompagnées de citoyens attachés à l'Hôtel de Ville?

Niera-t-on qu'en remettant d'énormes paquets de leurs listes officielles, les émissaires de l'Hôtel de Ville eussent pour mission de déblâter contre Ledru-Rollin, Ferdinand Flocon, Louis Blanc, Albert, membres du Gouvernement provisoire, et contre Caussidière, préfet de police, tous jugés indignes de figurer sur la liste, eux qui, « alliés secrètement aux communistes, ne veulent en effet que le pillage et le partage des biens, et qui auraient bientôt mis la France à feu et à sang s'ils restaient au pouvoir? »

Niera-t-on que ces émissaires fussent abondamment pourvus d'argent?

Niera-t-on que le 23, ces mêmes hommes, au service de la même coterie, aient passé la journée à la porte des assemblées électorales, distribuant la même liste officielle, répétant toujours les mêmes calomnies contre

les cinq élus du peuple, ces partisans éprouvés d'une démocratie large et sincère?

A Dieu ne plaise que je veuille prétendre qu'une portion des membres du Gouvernement se soit rendue coupable d'un tel excès pour éloigner du pouvoir les autres membres, ceux là même qui ont fait la révolution et qui l'ont continuée sans s'inquiéter des obstacles. J'aime mieux croire que le Gouvernement provisoire « n'a rien négligé pour assurer la liberté complète de suffrage, qui est la première garantie de la souveraineté du peuple. » Ce qu'il y a de certain, c'est que les listes dont je parle émanaient de l'Hôtel de Ville; que les agents électoraux sont attachés à l'Hôtel de Ville, et que les calomnies lancées contre Ledru-Rollin, Flocon, Louis Blanc, Albert et Caussidière, ont pris naissance à l'Hôtel de Ville.

Mais quels sont les vrais coupables? Ils n'échappent pas à nos investigations.

Salut fraternel,

SOUPLET, membre de l'ancienne société des Droits de l'homme.

Montmartre, ce 24 avril 1848.

P. S. — Les mêmes agents, armés d'une liste où figuraient Cabet et Auguste Blanqui, s'efforçaient de faire rejeter des bulletins de vote les noms des cinq candidats, s'écriant: « Vous voyez bien qu'ils sont communistes, qu'ils émettent de la conspiration, puisque leurs noms sont accolés à ceux des citoyens Cabet, Raspail et Blanqui. »

— Autre fait. Cour des Miracles, 5^e arrondissement, 16^e division, le président du bureau, en l'absence des assesseurs, a été surpris renversant la boîte sur la table et comptant les bulletins: « Pourquoi agissez-vous ainsi? s'est écrié un citoyen qui l'a aperçu. — Il faut bien que je le compte, » a répondu le président.

Il faut aussi que le gouvernement avertisse. Pour le coup, c'est trop de tripotages. Ce fait nous est attesté par quatre membres du club des Droits de l'homme.

— Les élections se font avec une légèreté inconcevable. Nous venons d'assister à un fait inouï. Un électeur avait présenté un billet blanc qui a été par mégarde jeté dans l'urne. Il insistait naturellement pour donner sa liste. Un des citoyens préposés à la garde de l'urne l'a ouverte et a retiré le billet blanc. Alors l'électeur a pu voter.

Comment se fait-il que l'urne soit ainsi à la merci du premier indiscret venu? Si l'on peut aussi facilement fouiller au scrutin, qui peut nous garantir que la fraude n'en abusera pas?

Paris, le 25 avril 1848.

Nous avons assisté vendredi, 24 avril, au club de Puteaux. Nous voulions recommander la candidature d'Adrien Delaire. Voici ce que nous entendîmes dans ce club:

« Vous devez voter aveuglément la liste que vos délégués vous apporteront du Luxembourg. »

Quelques membres du club se récrièrent. Mais l'orateur ajouta qu'ils avaient nommé des délégués au Luxembourg; qu'ils devaient avoir confiance en eux et voter aveuglément.

Les citoyens Delaire et Argex ont combattu cette opinion, et ils osent espérer que l'ouvrier qui comprend son devoir se confiera à ses propres lumières et votera selon sa conscience.

Argex, commandant de la garde nationale. C. Parran, ouvrier.

Le citoyen Jean-Baptiste Malvaud, menuisier, rue des Rosiers 20, s'est présenté ce matin à la mairie de Montmartre pour y déposer son bulletin de vote. On lui fit mille objections, prétendant qu'il avait déjà voté. Sur ses instances énergiques et l'exhibition de sa carte d'électeur, force fut bien de lui laisser exercer ses droits.

De deux choses l'une: ou un faussaire s'était déjà présenté porteur d'une carte au nom du citoyen Malvaud et signant pour lui, et alors on avait fait à la mairie une double distribution de cartes d'électeurs, ce qui seul a pu rendre la faute possible.

Où bien personne ne s'était présenté à la place du véritable Malvaud, et l'on aurait par ce prétexte cherché à anéantir son bulletin.

Dans l'un et l'autre cas, enquête doit être faite.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que le citoyen Malvaud est connu, dans son arrondissement, pour la franchise de son républicanisme.

Plusieurs citoyens, entre lesquels nous pouvons citer le citoyen Blanquet, rue du Faubourg-Saint-Denis, 91, qui depuis le 23 février a monté neuf gardes, et le citoyen Toupot, même faubourg, 93, qui était de garde hier dimanche, se sont vu, quand ils se sont présentés hier à la mairie, refuser leurs cartes sous prétexte qu'ils n'étaient pas inscrits sur les listes électorales.

— On nous apprend que hier soir, place de l'Hôtel-de-Ville, il s'est acheté et vendu des cartes d'électeurs au prix de 1 fr. 25 cent. Nous attendons de plus amples renseignements sur un fait si étrange et presque impossible.

Les fausses listes.

Un faussaire a imprimé une liste attribuée, par le titre, au Club des clubs et aux délégués des travailleurs. Il a mêlé aux véritables noms de cette liste deux noms significatifs. Le distributeur a crié dans la rue: « Voici la liste des communistes! »

Un autre faussaire a substitué, dans la liste du Club des clubs et des délégués des travailleurs, un nom étranger.

D'autres intercalent dans une liste accréditée leur nom sans valeur.

On ne s'aurait trop s'élever contre ces manœuvres déloyales. Nous y reviendrons après l'élection.

Comparez la liste qu'on vous offre avec celle que nous publions; vous déjouerez ainsi les fraudes.

— Il s'est passé aujourd'hui dans une salle d'élections un fait assez étrange et qui eût été tout à fait à l'ordre du jour il y a juste une semaine. Après avoir déposé sa liste de vote, un citoyen remet, en sortant de la salle, quelques listes imprimées sur une table où d'autres citoyens en avaient déjà posé. Aussitôt survient un monsieur qui s'en empare et les déchire avec

un empressement acharné. Le citoyen revient alors sur ses pas pour demander à ce monsieur si c'est en vertu d'un règlement qu'il vient d'agir de la sorte. — « Combien êtes-vous payé, monsieur, pour répandre une pareille liste, une liste communiste? » Telle fut la réponse ou plutôt l'insulte que cet honorable citoyen reçut de ce monsieur, qui comprend ainsi la liberté des opinions et la convenance des procédés. Heureusement qu'il lui fut répliqué avec l'indignation et l'énergie nécessaires en pareilles circonstances.

Or, il faut ajouter, pour compléter l'édification de nos lecteurs, que cette liste communiste était la liste de la Démocratie pacifique. Ce monsieur, si enragé de modération, avait sans doute, du premier coup d'œil, aperçu le nom de Cabet, que le journal phalanstérien a eu la loyauté de maintenir sur sa liste en dépit de toutes les obsessions dont il a été l'objet pour l'engager à supprimer ce nom mis à l'index par tant de gens qui ne savent pas pourquoi. Ce monsieur n'est pas fort, au moins moralement parlant.

Au citoyen rédacteur de la Commune de Paris.

Samedi 22, j'étais commandé par M. Emile Thomas pour assembler les deux brigades qui sont sous mes ordres afin de les conduire à Saint-Maur.

D'après les mêmes ordres, 50 centimes de gratification devaient être donnés aux ouvriers. Je n'ai été instruit qu'à cinq heures du matin que cet ordre était un piège afin de faire voter les citoyens des ateliers nationaux en faveur sans doute de ceux qui faisaient la dépense de cette gratification.

Je crois de mon devoir d'avertir mes camarades que ce guet-apens électoral a réellement été tenté.

Ayant proclamé immédiatement la déchéance de M. Emile Thomas, je suis depuis ce temps traqué comme une bête fauve et suis obligé de me cacher.

Je me sers de la voie de votre journal pour porter à la connaissance du public la position fâcheuse dans laquelle je me trouve maintenant placé.

Salut et fraternité.

Alfred DESMOTTES,

lieutenant des ateliers nationaux.

Citoyen rédacteur,

Un électeur de la 19^e section du 2^e arrondissement se présente pour voter avec une liste imprimée. Le président du bureau refuse ce bulletin parce qu'il est imprimé. L'électeur consent à en donner un manuscrit. Aussitôt le président offre plume et papier et engage l'électeur à écrire son bulletin dans la salle même, en lui présentant une autre liste imprimée « qui est, dit le président, la seule bonne et que chacun doit copier. » Inutile de vous dire que l'électeur a refusé.

Salut et fraternité.

La mairie de Montmartre, seule entre toutes les communes de la banlieue, persévère dans son refus de délivrer des fusils aux citoyens, souvent sous le prétexte qu'il n'en doit pas être remis aux individus logés en garni, et généralement par ce motif péremptoire qu'il n'y en aurait pas en magasin. Ce double motif est l'expression d'un mauvais vouloir évident ou d'une notable incurie. Quand les communes voisines, La Chapelle notamment, regorgent d'armes, fusils, baïonnettes et sabres, et qu'il n'en est refusé à aucun ressortissant, comment Montmartre seul méconnaît-il son devoir à ce point? Veut-on que nous n'oublions pas la noyade des poudres du 23 février?

Correspondance.

A. M. Degouve-Denunques, rédacteur en chef du Journal de la Somme.

Monsieur,

Sacrifiant tout à ce que vous pensiez être l'intérêt de votre candidature, vous avez successivement et comme toujours fait des concessions de principes et de personnes. Bien plus, et dans la même pensée, vous avez publié des nouvelles dont mieux que tout autre vous connaissiez la fausseté. En annonçant, il y a dix jours, la révocation par le ministre du citoyen Leclanché et la mienne (révocations que, de concert avec vos adversaires politiques et toujours dans l'intérêt de votre candidature, vous aviez sollicitées sans pouvoir les obtenir), vous avez sinon provoqué, du moins occasionné des désordres déplorables.

Dans votre numéro d'aujourd'hui, à propos de ma candidature, sur laquelle je n'ai jamais fondé d'espérances, croyez-le bien, mais que je n'ai jamais mise en avant que pour compléter une liste de vrais et sincères républicains se présentant en pure perte, nous le savons; à propos, dis-je, de cette candidature, vous prétendez que depuis huit jours je suis dans le département de l'Aisne, quand vous avez vu de vos propres yeux que je n'avais pas quitté Amiens. Cette fois, cependant, la nouvelle fabriquée par vous aura été seulement prématurée, car je vous prie d'insérer dans vos colonnes que je viens de remettre dans les mains du citoyen Bergeron, mon excellent ami, ma démission des fonctions toutes gratuites de commissaire général. Cette démission, remarquez-le bien, monsieur, je la donne sans être contraint ni sollicité par personne, de mon plein gré, et cela dans le seul but de pouvoir, en rentrant dans la vie privée, imposer silence à ceux qui avancent sur mon compte des allégations mensongères comme celles que vous vous permettez chaque jour.

J'ai l'honneur de vous saluer.

EUGÈNE NYON.

Amiens, le 25 avril 1848.

Au citoyen rédacteur en chef de la Commune de Paris.

Bas-Meudon, le 23 avril 1848.

Citoyen rédacteur,

Votre numéro d'hier renferme une lettre signée Demarne, maire provisoire de Meudon, que tous les bons esprits auront prise sans doute pour ce qu'elle vaut, c'est-à-dire pour une audacieuse mystification. C'est la mode aujourd'hui d'affubler de son propre plumage les épaules de son voisin; on donne ainsi le change, et l'on se pose victorieusement en défenseur de la patrie... Faut-il nous étonner d'être traités par le citoyen Demarne d'ultra-républicains et de réacteurs? Déjà ses administrés nous avaient qualifiés de septembriseurs de

95, d'anarchistes, de communistes, voire même de carlistes!

En vérité, le maire provisoire de Meudon a de singulières illusions d'optique. Le voilà qui stigmatise comme *légitimiste avéré* un homme dont la première pensée, à la chute du trône de Louis-Philippe, a été une pensée de propagande républicaine, le fondateur de notre club de la Fraternité, celui qui l'a si digne-ment présidé, celui qui l'avait entouré d'inviolables garanties morales en lui donnant pour base et pour étendard les *Droits de l'homme*.

Avec la même bonne foi, avec la même lucidité républicaine, il voit dans mes voyages au nord de l'Europe des liens d'amitié avec Génie et Guizot. Il verra sans doute dans le porphyre trouvé par moi en Russie pour le tombeau de Napoléon des preuves de con-nivence avec Louis-Philippe, et dans les témoignages de satisfaction que m'ont adressés les citoyens Beth-mont et Lamartine une conspiration contre la Répu-blique.

Il est affligeant, citoyen rédacteur, d'avoir à relever de telles méprises ou de telles perfidies, plus affligeant encore de ne pouvoir prendre au sérieux des autorités populaires dans un moment où notre jeune Républi-que aurait tant besoin pour se développer du concours sincère comme de la vigilance et de la dignité de tous ses magistrats.

Qu'a donc fait le citoyen Demarne qui l'autorise à calomnier des hommes dévoués, des hommes dont le premier acte en fondant le club de la Fraternité a été de *signer* publiquement une adhésion franche et loyale à la République et de réclamer hautement la même adhésion de tous les citoyens? Est-ce de n'avoir assis-té à nos séances que pour en tolérer l'audacieuse vio-lation? pour souffrir, lui, magistrat républicain, que le drapeau de la République fût arraché, brisé, profané par une foule égarée, composée d'ailleurs d'individus presque tous étrangers au club?

Tous ces faits, citoyen rédacteur, nous en avons des témoignages authentiques, et nous pourrions malheu-reusement dévoiler d'autres menées plus scandaleuses encore.

Le citoyen Demarne, qui a vu tant de choses dans les candidatures aux épaulettes de chef de bataillon, n'a point vu, lui, toutes ces manœuvres. Mais s'il croit que le peuple puisse être longtemps abusé, il se trompe. Généreuse et confiante, la majorité se passionne quelquefois en croyant suivre les voies droites et loyales dont ses chefs ne devraient jamais l'écarter; mais elle ne tarde pas à reconnaître l'erreur ou le piège, et pour la commune de Meudon, le jour de la vérité est peut-être moins éloigné qu'on ne pense.

Je ne m'arrêterai pas plus longtemps à réfuter le ci-toyen Demarne. Je m'abstiendrai même de répondre à ses plaisanteries sur les résultats auxquels peuvent con-duire certains grades de la garde nationale. Celui qui n'a jamais vu dans ces grades qu'un moyen de faire le bien, de rétablir l'unité d'opinion et de travailler au développement des institutions républicaines, peut dédaigner les insinuations malveillantes, les imputa-tions calomnieuses. Il se borne à en appeler du peuple abusé au peuple mieux informé, et il attend avec con-fiance son jugement.

Salut et fraternité.

L. LEDUC,

membre du club de la Fraternité de Meudon
et du Comité révolutionnaire de Paris.

Citoyen rédacteur,

C'est par erreur, sans doute, que le *Comité révolu-tionnaire* m'a compris parmi les candidats à l'Assem-blée nationale dans le département du Gard. L'ambition de représenter son pays est légitime quand on se sent au cœur l'ardent amour des principes républi-cains. Comme tout bon citoyen qui ne voit dans cette haute mission qu'un apostolat, qu'un sacrifice person-nel, l'entière abnégation du moi égoïste en faveur du tout national, j'aurais pu me porter sur les rangs; mais je tiens si haut la profession de républicain pur; dans la reconstitution sociale qui va se faire, je trouve tellement indispensable d'avoir été préparé par de fortes études, qu'après m'être sévèrement examiné, j'ai dû renoncer à l'honneur de concourir à cette noble et grande fonction de représentant.

J'ai la foi, mais il faut le savoir; la conscience, mais il faut la science. Je me retire, profondément pénétré de mon insuffisance, mais aussi fier, autant que pas un, de la pureté et de la sincérité de mes sentiments de républicain.

Salut fraternel.

CHARLET,

ouvrier ébéniste.

Estrépagny (Eure), le 21 avril 1848.

Monsieur le rédacteur,

Grande rumeur ici parmi nos légitimistes, à l'occa-sion d'un article que vous avez inséré dans votre nu-méro du 19 courant à propos de l'élection du jeune ex-marquis de Belloy, comme commandant de notre bataillon.

Ces messieurs m'imputent l'article, et j'attends de votre impartialité de vouloir bien déclarer qu'il n'est pas de moi.

Il est bien vrai que j'ai combattu de toutes mes for-ces la candidature de M. de Vatimesnil, ex-ministre de Charles X.

Il est bien vrai que j'aie soutenu de toutes mes for-ces que M. de Vatimesnil, quoi qu'il soit venu dire sur les planches d'Estrépagny, ne serait jamais qu'un légitimiste pur sang, comme par le passé.

Il est bien vrai que j'aie soutenu que M. de Vatimes-nil aimerait toujours les jésuites, comme il les a tou-jours aimés, ainsi que le prouvent sa trop mémorable consultation et son intérieur.

Il est bien vrai que j'aie soutenu que M. de Vati-mesnil n'était porté que par les ennemis de l'état de choses actuel; par ces hommes enfin qui, tout en criant plus fort que tous : *Vive la République!* n'en aspi-rent pas moins à la voir tomber pour y substituer Henri V.

Il est bien vrai que je me sois prononcé hautement dans le même sens sur l'élection du jeune ex-marquis.

Il est bien vrai que je hausse les épaules en voyant toutes les basses intrigues que l'on a mises en jeu dans l'intérêt de ces deux élections, et que, comme on le

dit dans une demande en nullité de l'élection de l'ex-marquis, ces choix soient imposés par quelques valets de châteaux qui agissent sur une masse de marchands, de fournisseurs, d'ouvriers, de fermiers, qu'on trompe ou qu'on intimide par l'espoir d'avoir quelques prati-ques ou de les perdre, et qu'on oblige ainsi à mettre en jeu tous les ressorts de leur influence.

Tout cela est très-vrai. Mais il est complètement faux que l'article en question soit de moi, bien que, d'après les renseignements positifs que j'ai recueillis, il y ait fortement lieu de penser que plusieurs des faits avancés par votre correspondant soient de la dernière exactitude.

Qu'on nie, c'est presque un devoir pour les parti-sans de l'ex-marquis et de l'ex-ministre, bien que la vérité soit pourtant le premier de tous; mais qu'on m'impute l'article, c'est complètement inexact, et je vous supplie de le déclarer.

Salut et fraternité.

LOUTÉ, ancien notaire.

Actes officiels.

Rapport à M. le ministre de l'instruction publique et des cultes sur les indemnités littéraires.

Monsieur le ministre,

Les encouragements littéraires et scientifiques figu-rent au budget de votre ministère pour une somme de 205,400 fr., répartie : 1° en indemnités fixes (devenues abusivement de véritables pensions); 2° en indemnités éventuelles, à titre de secours ou encouragements.

Le chiffre des indemnités fixes inscrites s'élève à 212,200 fr. Par conséquent, il dépasse de 8,800 fr. le chiffre du crédit total, et il ne reste absolument rien pour les indemnités éventuelles, par lesquelles cepen-dant on soulagerait beaucoup plus d'infortunés que par les pensions.

De plus, l'exercice 1847 a prélevé sur le suivant, par une anticipation irrégulière, une somme de 86,775 fr., qui, s'ajoutant aux 8,800 fr. ci-dessus mentionnés, constitue un déficit de 95,575 fr.

En d'autres termes, il faudrait avec 116,625 fr. en payer 212,200. Les ministres du gouvernement déchu vous ont donc légué une banqueroute qui semble iné-vitable.

Mais l'excès même du mal en indique le remède. C'est par une révision attentive et impartiale de la liste des indemnitaires, c'est par l'exclusion de ceux qui sans aucun titre ont pris part jusqu'à ce jour aux libé-ralités de l'Etat, qu'il sera possible désormais de con-sacrer uniquement à la récompense des services ren-dus, en même temps qu'au soulagement de véritables infortunés, une allocation dont le caractère moral au-rait dû être mieux respecté. Les principes qui doivent servir de base à ce travail de révision sont établis avec netteté et avec justice dans la note suivante, rédigée par M. F. Genin, chef de la quatrième division.

« Il est malheureusement notoire, dit M. Genin, que les pensions littéraires ont été jusqu'ici une source d'abus. Destinées au mérite indigent, elles étaient données trop souvent à la faveur réglée par la politique ou par d'autres considérations aussi étrangères au but de l'in-stitution. C'étaient, pour ainsi dire, les fonds secrets du ministère de l'instruction publique. Les choses ne peuvent désormais continuer sur ce pied; il y a tout à la fois impossibilité morale et impossibilité matérielle.

« La suppression des indemnités illégitimes pourra donner le moyen de payer les indemnités légitimes.

« Il ne s'agit plus que de reconnaître les indemnités illégitimes.

« Avant tout, il importe de rappeler deux disposi-tions écrites dans la loi : 1° on ne saurait cumuler une pension de retraite avec un traitement actif; 2° les veuves remariées perdent leurs droits à la pension obtenue sous le nom de leur premier mari.

« Il n'y aurait plus, à l'avenir, de pensions littérai-res, mais seulement des indemnités de deux classes : annuelles et éventuelles; les premières révocables à la fin de l'année, les secondes consistant en une somme une fois donnée, ce qu'on appelait un secours. Cette mesure, en même temps qu'elle conserverait le bon ré-sultat des anciennes indemnités fixes ou pensions, per-mettrait, pour l'avenir, de corriger les abus presque aussitôt qu'on les découvrirait; car dans une matière si délicate, il est à peu près impossible de se garantir de toute surprise.

« Les indemnités, étant un fonds de secours et d'en-couragement, supposent une situation de fortune mal-aisée. Il serait donc bien entendu que jamais l'indem-nité annuelle ne peut appartenir à qui possède de cer-taines ressources, ni former l'appoint d'un traitement jugé au-dessous des fonctions ou du mérite d'un fonc-tionnaire.

« Par la même raison, il semble que le chiffre le plus élevé de l'indemnité annuelle, qui, dans l'état présent des choses, atteint et même dépasse mille écus, pour-rait être réduit à 2,400 fr. Le but, je le répète, est seu-lement de venir en aide à une situation difficile.

« On a souvent réclamé la publication de la liste des indemnitaires. Cette mesure aurait l'avantage d'assu-rer la légitimité des choix par le contrôle de l'opinion publique, et de diminuer d'autant la responsabilité ministérielle; mais l'inconvénient serait de livrer les noms et les titres de littérateurs inscrits à la discus-sion passionnée ou jalouse de leurs rivaux. En dehors même de cette discussion, bien des misères renonce-raient à se voir secourues plutôt que de consentir à l'être publiquement, et les souffrances les plus profondé-ment senties, et par conséquent les plus timides, resté-raient le plus sûrement inconsolées.

« Pour concilier, autant que possible, ces deux in-térêts contraires, on pourrait publier la liste des indemnités annuelles et tenir secrète celle des indem-nités éventuelles, qui sont, à proprement parler, des charités. La probité des fonctionnaires de la Républi-que doit être en certaines circonstances rares et justi-fiées d'ailleurs par la nécessité, acceptée aussi comme une garantie suffisante. Ainsi, l'on ferait à chacun sa part : on satisferait le principe de la publicité, et l'on ménagerait la pudeur de l'infortuné.

« Ces considérations, monsieur le ministre, paraissent contenir tous les éléments essentiels pour parve-nir à une solution prompte et décisive de la question qui est l'objet de ce rapport. Elles tendent à consacrer

tout ensemble les droits de l'humanité et ceux de la justice.

En conséquence, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation les propositions suivantes :

La liste des indemnités scientifiques et littéraires sera immédiatement révisée.

A l'avenir, les indemnités fixes seront converties en indemnités annuelles et éventuelles.

Aucune indemnité annuelle ne s'élèvera au-dessus de la somme de 2,400 fr. (soit 200 fr. par mois).

Les noms et les titres des personnes qui auront été conservées sur la liste des indemnités annuelles se-ront, sous un bref délai, publiés au *Moniteur*.

Agréez, monsieur le ministre, mon salut respec-tueux et fraternel.

Le secrétaire général du ministère de l'instruc-tion publique et des cultes,

E. CHARTON.

Approuvé ce rapport,
CARNOT.

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 22 avril 1848. — Le citoyen président par-le de la convocation des ouvriers des ateliers nation-aux à Saint-Maur, et dit que si on réunit tant d'ou-vriers sur un point, c'est évidemment pour en tirer parti et dans un but de corruption électorale. Le com-ité des Droits de l'homme s'est préoccupé activement de faire punir les auteurs de cette mesure, et le ci-toyen Jaime a été chassé; il faudra aussi qu'on ob-tienne justice du citoyen Emile Thomas.

Le citoyen Hyvelin engage les ouvriers des ateliers nationaux à se réunir demain aux Champs-Élysées avec les corporations d'ouvriers.

Le citoyen Mousseron déclare que le citoyen Jaime a fait distribuer aux ouvriers nationaux une liste sur laquelle il n'y avait que trente ou trente-deux noms. Les chefs des ateliers nationaux n'avaient pas osé apparemment mettre leurs noms; mais ils avaient laissé juste la place pour les porter.

Cette liste est communiquée au citoyen Villain, pré-sident.

Le citoyen président, après l'avoir consultée, dit que cette liste est tout à fait contraire à celle du Comité révolutionnaire, à laquelle la société des Droits de l'homme a concouru. On y trouve les noms de Cau-chois-Lemaire, dont tout le monde se rappelle la pro-fession de foi, et du général Duvivier, qui mardi passé a fait distribuer des cartouches à la garde mobile pour fusiller les corporations.

Le citoyen Guichaud demande pourquoi le nom de Lagrange ne se trouve pas sur la liste.

Le citoyen Villain explique la formation du Comité révolutionnaire : il est composé des délégués des clubs, des corporations, de la garde mobile et de l'ar-mée; la liste a été votée par tous les délégués réunis et choisie dans une énorme quantité de noms; ceux qui ont obtenu le plus de voix ont été proclamés can-didats.

Le citoyen Mousseron dit que le club du Commerce et de l'industrie a publié une liste sur laquelle il n'y a que 12 noms sur 34, le reste est en blanc, et il engage les travailleurs à se tenir en garde contre cette liste.

Le citoyen Dubeau, délégué des ateliers nationaux, est allé au lieu du rendez-vous pour s'opposer à ce qu'on se rende à la convocation. Il était à la réunion de Monceaux, où MM. Jaime et Thomas ont promis aux ouvriers beaucoup plus qu'il n'était possible de tenir, promesses qui en effet n'ont pas été remplies : on ne leur a point donné de chaussures, on ne les a fait travailler que deux jours par semaine au lieu de trois. Quant à la gratification de 50 centimes promise à ceux qui se rendraient à Saint-Maur, la revue ayant été contremandée, il a été dit qu'elle serait donnée si on se conduisait bien.

Le citoyen Villain, président, dit que ces mots : « Si on se conduit bien, » peuvent se traduire ainsi : « Si vous votez comme nous le désirons. »

Le citoyen Hyvelin prétend que, bien loin de vou-loir influencer ou entraver les élections, on a recom-mandé hier soir aux ouvriers de s'y rendre et de voter selon leur conscience.

Le citoyen président répond que le comité des Droits de l'homme réclamait depuis huit jours, mais qu'il n'a pu obtenir justice avant la journée d'hier; immédiate-ment alors la scène a changé : en voyant qu'ils étaient démasqués, ces messieurs ont pris d'autres rôles et ont cherché à se montrer excellents républicains.

Le citoyen Trouvé déclare que ce soir, à la salle Saint-Jean, les chefs d'escouade ont dit qu'un rappel devait être battu dans Paris, et qu'ils ont recommandé aux ouvriers de se rendre à leur poste au premier coup de tambour.

Le citoyen Leclair, des ateliers nationaux, repro-duit les faits déjà cités qui inculpent le citoyen Emile Thomas de vouloir subtiliser les votes; il déclare en outre que le citoyen Desmazes, dont il ne connaît pas exactement l'emploi dans les ateliers nationaux, mais qui cependant est assez haut placé, a combattu la candidature d'Emile Thomas et a engagé les ouvriers à ne point voter pour lui.

Le citoyen Cavlier dit que les ouvriers se plaignent du règlement qui leur a été imposé, et qu'on prétend que si une demande était faite en dehors du règle-ment, l'auteur en serait immédiatement renvoyé.

Le citoyen Legros, ouvrier dans la brigade du Mou-ten, reproduit les faits relatifs à la distribution des listes au bas desquelles il y avait des noms en blanc.

Le citoyen Trouvé a vu des affiches placardées dans Paris dans lesquelles le citoyen Emile Thomas recom-mandait sa candidature.

Le citoyen Mérien, qui a vu ces affiches, est indigné de ce qu'Emile Thomas se compare au petit manteau bleu; car la conséquence toute naturelle est celle-ci : que les ouvriers des ateliers nationaux sont des men-dians et que l'argent qu'on leur donne est une aumône. Il conclut en demandant sa révocation.

Le citoyen président engage les ouvriers à se présen-ter au Palais-National, au bureau du Comité central des Droits de l'homme, et si on réunit un certain nom-bre de signatures, le comité se chargera d'obtenir la destitution d'Emile Thomas.

Le citoyen Mousseron dit qu'on rogne tous les jours

la paye des ouvriers à cause de la pénurie d'argent, mais que cependant M. Emile Thomas a bien su trouver 55,000 fr. pour appuyer sa candidature; car les 50 c. distribués à chacun produiront environ cette somme. Il voit là une infâme manœuvre électorale, et il appuie la demande de révocation du citoyen Emile Thomas.

Le citoyen Journaux croit que la sévérité du règlement qui force les ouvriers à se rendre à trois appels par jour a été provoquée par la conduite des ouvriers, qui, au lieu de travailler, sont allés faire une promenade au bois de Boulogne.

Le citoyen Legros explique les faits. Cette absence des ouvriers, qui leur a été tant reprochée, a été tout bonnement occasionnée par une pluie battante qui a forcé les ouvriers à abandonner leurs travaux pour se réfugier partout où ils ont pu se mettre à couvert. Si c'est là une promenade, elle n'est pas fort gaie.

Les citoyens Trouvé et Cazaly affirment de nouveau qu'on a recommandé aux ouvriers de se réunir au premier coup de tambour, et citent les noms de leurs chefs de brigade qui leur ont dit que c'était l'ordre, mais qu'ils en ignoraient le but: ce sont les citoyens Guérin, rue de la Marche, 13, et Gay, 4, rue d'Anjou (au Marais).

Le citoyen président félicite les citoyens Trouvé et Cazaly sur leur patriotisme. Pour déclarer la vérité, ils n'ont pas craint de risquer à se faire renvoyer des ateliers nationaux. Cette conduite est digne d'éloges, et nous tâcherons de leur faire rendre justice en demandant la révocation d'Emile Thomas.

CLUB RÉPUBLICAIN DES OUVRIERS ALSACIENS.

Les citoyens ouvriers alsaciens des départements du Bas et du Haut-Rhin sont invités à se réunir jeudi 27 avril dans la salle d'asile, rue de la Vieille-Monnaie, 12, quartier des Halles, à 7 heures du soir.

Ces réunions auront lieu tous les dimanches, à 2 heures, et les jeudis à 7 heures du soir.

Ils ne confondront pas avec le club qui siégeait à la Douane.

Vive la République démocratique !!!

AVIS.

Le public est prévenu que la séance du Club révolutionnaire et socialiste du Rhône, qui devait avoir lieu le 24 avril, est, à cause des élections, renvoyée au 26 de ce mois.

— Le Club des égalitaires tient ses séances les lundis, mercredis et vendredis, rue de Pontoise, école communale. Le faubourg Marceau est convoqué tout entier.

— Les sténographes des journaux de Paris qui rendront un compte quotidien des séances de l'Assemblée nationale sont invités, par les anciens syndics de la tribune des journalistes à vouloir bien se réunir pour composer un nouveau syndicat et s'entendre au sujet des places attribuées aux journaux dans la nouvelle salle. Le lieu et le jour de la réunion sont : palais de l'ex-chambre des députés, local du deuxième bureau, mercredi, 26 avril 1848, à midi.

Esprit des départements.

On parle de l'intimidation exercée par les fonctionnaires républicains dans le département de la Meuse. Qui espère-t-on tromper ? Il n'y a pas un département de la France dans lequel il ait été fait moins de destitutions, dans lequel la liberté de parler et d'écrire ait été plus respectée. Nous connaissons des fonctionnaires qui ne dissimulent pas leurs répugnances pour le régime nouveau, et ces fonctionnaires, qu'on espère ramener par une modération extrême, sont encore en place. Il y a à Bar un journal qui vomit tous les jours l'outrage et l'injure contre les fonctionnaires, qui pousse tous les jours des cris de guerre civile, et ce journal circule librement sur tous les points du département. Où donc voyez-vous l'intimidation ?

(Franc-Parleur de la Meuse.)

— Les officiers de la garde nationale de Montpellier s'étaient réunis dimanche dernier en tenue, à l'hôtel Nevet, dans un dîner offert au capitaine Solignac et aux officiers du 6^e de ligne, pour les remercier du zèle et de l'empressement cordial qu'ils ont mis à organiser et instruire la légion. Les autorités civiles et militaires assistaient à cette réunion, qui a été remarquable par la joie et la fraternité des convives. Des toasts ont été successivement portés.

Une collecte faite en faveur des pauvres ouvriers a produit 250 fr., qui ont été remis à M. le maire pour en faire la distribution.

(L'Indépendant.)

— Les avis que nous recevons de tous côtés sur l'apparence des récoltes en terre sont toujours favorables. Dans quelques localités on se plaint que la plante est trop avancée; on craint une verse précoce qui préjudicierait grandement à la bonne grenaison. Beaucoup de cultivateurs cherchent à parer à cette éventualité en élevant la plante. Si les fortes et grasses terres sont dans une condition trop belle, les terres médiocres et maigres n'ont rien de trop, et pour que celles-ci soient d'un bel aspect, il faut que les autres pèchent par la surabondance, c'est ce qui a lieu: aussi disons-nous que la récolte, en ce moment-ci présente l'aspect le plus brillant, et 1848, nous l'espérons, sera le digne successeur de 1847.

— Les prairies artificielles n'ont jamais été dans de meilleures conditions. Pour tout il ne faut plus que du beau temps. La terre est suffisamment trempée, et la plante couvre assez la terre pour lui conserver sa fraîcheur et la garantir de la sécheresse qui pourrait survenir.

(Impartial du Nord.)

Étranger.

ANGLETERRE.

Le mouvement chartiste s'organise enfin en Écosse, à Aberdeen et dans le voisinage.

La convention nationale a adopté, à la majorité de 9 voix contre 6, une motion à l'effet de présenter les pétitions de toutes les parties du royaume. « C'est avec de l'acier, s'est écrié un membre, qu'il faut signer la pétition prochaine ! »

Dans une nombreuse réunion tenue à Templeberry,

comté de Tipperary, en Irlande, le père Kenyon, délégué près le conseil des 500, s'est écrié, en parlant du procès des patriotes O'Brien, Meagher et Mitchell :

« Mes enfants, êtes-vous disposés à mourir pour l'Irlande ? (Oui ! oui !). Affamés, courbés sous le fouet, est-ce vous, en effet, qui pourriez craindre la mort ? (Non ! non !). Si vous demeurez dans l'apathie, les malédictions des générations futures, plus malheureuses que des nègres, retomberont sur vos têtes. Si l'on vous disait : « Enfants, restez vos mains dans vos poches, et de toute éternité le fouet et la famine seront votre partage, que feriez-vous ? » (Une voix : Nous ferons ce que vous voudrez. — Applaudissements.) Eh bien ! mes enfants, jamais la force morale n'opérera une grande révolution, et je vous le dis en vérité, il est pour les peuples de ces moments où il faut triompher du gouvernement ou mourir. (Applaudissements.) Précautionnez-vous d'armes, procurez-vous-en secrètement ; puis, quand viendra le jour du rappel, que chacun combatte bravement. » (Applaudissements.)

C'est là parler en vrai révolutionnaire.

La lettre suivante de Castlebar, du 18, montre combien il est nécessaire pour l'Irlande qu'elle secoue enfin, par la force des armes, le joug exécrable qui pèse sur elle :

« Les coroners ont à enregistrer chez nous une foule de morts survenus à la suite de la plus effroyable détresse. On a ramassé dernièrement sur une route un homme la face collée contre terre, ayant encore à la bouche de l'herbe et de la terre : le malheureux avait cherché ainsi à tromper la faim qui le tuait. Dans son chapeau, à côté de lui, étaient des coquillages dans lesquels il avait vainement cherché quelque substance nutritive. Un tel spectacle est affreux et déchirant dans un pays chrétien ! Un homme qui sollicite des secours à la maison des pauvres est obligé d'attendre dix longs jours pour justifier de ses titres aux charités publiques. Il a le temps de mourir d'inanition avant d'être secouru ; et voilà ce qu'on appelle la loi des pauvres. Amère dérision ! La faim ne peut pas attendre ainsi. »

On prétend que les biens de M. O'Brien, s'élevant de 4 à 500 livres sterling de revenu par an, seront confisqués au profit de l'État si le chef de la jeune Irlande est déclaré coupable de haute trahison pour avoir cherché à entraîner dans son parti des soldats anglais. Le gouvernement de Victoria serait alors à la hauteur.

PORTUGAL.

Lisbonne, 12 avril.

La *Revolution de septembre* contient l'article suivant, sur lequel nous appelons l'attention du Gouvernement provisoire :

« Une déclaration officielle, signée de Saldanha, ose nier les atroces persécutions dont sont aujourd'hui victimes les étrangers en Portugal. Depuis le protocole, deux Français ont été assassinés à coup de fusil par les agents du gouvernement : l'un dans les Algarves, l'autre dans l'Alentejo... »

« J'ajouterais que ces jours derniers, le chargé d'affaires de France a adressé au président du conseil trois énergiques réclamations sur les faits suivants :

« 1^o Au nom du citoyen Laurie, attaqué à huit heures du soir place des Ramalares, par quatre fier-à-bras (*valentes*) du bataillon de Joasinho, qui l'ont percé de leurs baïonnettes. Ils l'ont laissé sans connaissance, baigné dans son sang, un œil arraché, avec les injures ordinaires : *Maldito republicano francés!* (maudit républicain français) »

« 2^o Au nom d'un artiste français, le citoyen Valette, attaqué par les agents de police, frappé de coups de bâton, jeté en prison et si maltraité qu'il n'a pu travailler de quinze jours. »

« 3^o Au nom du citoyen Pron, attaqué dans son logement, à Coimbra, par un des héroïques officiers de l'invincible Saldanha, accompagné d'une escorte et menacé de mort comme étant républicain français. Les assassins ont lâchement pris la fuite lorsque le citoyen Pron arma ses pistolets pour se défendre. »

Nous sommes persuadés que le Gouvernement provisoire provoquera une enquête sur une si flagrante violation du droit des gens, et demandera une prompte et éclatante réparation.

ALLEMAGNE.

Vienne, 17 avril. — Le corps franc engagé pour l'Italie est à Neustadt, près de Vienne, sans soldes et sans uniforme; il commet des excès sans nombre. Une partie est revenue ici et a assiégé la maison de l'enrôleur (un marchand de blé italien); elle demande l'accomplissement des promesses qu'on lui a faites. Le Gouvernement se chargera probablement de ces volontaires.

Tilitt, 12 avril. — Le nombre des troupes de la frontière est quadruple. On achète beaucoup de chevaux. A Krowno, à Marcopol, on prépare des logements pour des troupes. Des soldats qui ont reçu leur congé après vingt-cinq ans de service sont rappelés sous les drapeaux. Plusieurs gentilshommes ont été pendus ou passés par les armes. A Kiew, on a, dit-on, pendu plus de 100 étudiants. Le czar a fait l'accueil suivant à 4,000 cosaques du Don. Après leur avoir expliqué tout ce qu'il avait fait pour eux, il a ordonné d'appeler les anciens, les a embrassés et a remis à chacun un rouble. Ils ont crié hurrah.

Le grand-duc Michel s'est exprimé en termes si singuliers devant l'impératrice sur son projet de châtier les Français, que Sa Majesté s'est trouvée mal.

Chaque jour il paraît en Pologne de nouvelles proclamations de l'empereur, remplies d'assurances de paix et de menaces de mort.

Des émissaires impériaux ont tellement influencé les paysans que ceux-ci ne prendraient certainement pas le parti des insurgés si une révolte éclatait.

(Gazette universelle de Prusse, 20 avril.)

POLOGNE.

On écrit de la frontière de Pologne, 16 avril :

« Voici les renseignements que nous avons recueillis sur l'occupation du royaume de Pologne par les troupes russes. Il s'y trouve en ce moment quatre corps d'armée de 40,000 hommes, mais dont la majeure partie est dans l'intérieur et dans les camps autour de Varsovie. Quatre autres corps d'armée sont attendus

en Pologne, de la Russie, et prendront position dans les camps entre Varsovie et Thorn. Ces quatre derniers corps se tiendront prêts à entrer dans la Prusse occidentale, afin de couper la province de Prusse des autres États prussiens. Paskiewitch est satisfait de ce qui se passe à Posen : il voit avec plaisir la désunion qui règne entre les Allemands et les Polonais. »

(Gazette de Breslau.)

ITALIE.

On nous écrit de Tion, dans le Tyrol, le 16 avril 1848 :

« L'armée des volontaires, forte de 10,000 hommes, s'avance dans le Tyrol, dirigée par le général en chef Allemandi. Cette armée est composée de tout ce que l'Italie a de plus pur, de plus noble et de plus enthousiaste. Des corps venant de Naples, Rome, Florence, Gènes, Turin, arrivent tous les jours pour grossir les colonnes d'Allemandi. Ce général, par une manœuvre hardie et d'une grande habileté, vient de se porter tout à coup avec son armée dans le Tyrol pour s'emparer des principaux défilés et couper la retraite aux Autrichiens, qui n'ont plus d'autres ressources que de mettre bas les armes. Les positions de Trento, Riva et Roveredo une fois occupées par les volontaires d'Allemandi, il sera impossible à l'armée autrichienne de pouvoir se retirer. »

« Un corps de volontaires est annoncé venant de Paris et composé des Italiens habitant cette ville; ce corps est commandé par le colonel Antonini, qui vient se mettre à la disposition du général en chef pour coopérer à la sainte lutte de la régénération italienne. »

« Allemandi s'est emparé de tout le littoral du lac de Garda; les deux bateaux à vapeur sont en sa possession ainsi que plusieurs goélettes et un grand nombre de barques. Les Autrichiens, attérés par ces hardies entreprises, se retirent partout en n'opposant qu'une faible résistance. »

« La princesse Belgiojoso a organisé à ses frais deux belles compagnies de jeunes gens napolitains, qui sont arrivés à Salo et qui ont été reçus par le général Allemandi avec beaucoup d'égards. Ces compagnies, habillées en uniforme et bien armées, ont demandé de marcher à l'avant-garde. Cette faveur leur a été accordée par le général. »

Faits divers.

Le vaste vaisseau de la salle de l'Assemblée nationale, qui couvre presque toute la cour du Palais-Bourbon, touche à sa fin.

Les portes, les croisées, les escaliers, les parquets sont bientôt posés et les ravalements extérieurs presque terminés; on s'occupe déjà de la décoration intérieure, de l'estrade du président et des secrétaires, de la tribune, des sièges des représentants, des banquettes, des tribunes, etc.

Au pignon de l'édifice, du côté du midi, on fait quelques ornements sculptés d'une grande sévérité.

Cette salle est bâtie de telle façon et avec une telle solidité à la base, qu'en la construisant ainsi on a évidemment eu en vue deux choses : la durée et une attaque populaire un jour d'émeute.

Dans quelques jours l'architecte et les entrepreneurs de cet édifice en pourront remettre les clefs au Gouvernement provisoire.

Les journalistes auront deux tribunes, placées à droite et à gauche de la tribune affectée aux orateurs.

— Hier, dans toutes les mairies, les militaires autorisés à prolonger leur séjour à Paris venaient prendre de nouveaux billets de logement qui les adressaient à d'autres habitants. Ces braves militaires se félicitaient hautement du bon accueil qui leur était fait.

— On porte à 15,000 hommes l'ensemble des divers détachements d'infanterie de ligne en ce moment à Paris. Cette force ne sera point augmentée jusqu'au moment où les élections seront terminées.

— A dater du 24 avril, les tailleurs de l'atelier national de Clichy ont reçu l'ordre de travailler exclusivement pour la garde nationale mobile, afin qu'elle puisse être habillée le plus tôt possible.

Les citoyens de la garde nationale sédentaire comprendront facilement les motifs de cette mesure.

— Un banquet fraternel, autorisé par le ministre de la guerre, doit avoir lieu aujourd'hui entre des détachements de l'armée et des gardes nationaux. Ces fêtes cordiales resserrent une amitié qui fera la sûreté et la force de la République. Nous les encourageons de tous nos vœux et y applaudissons de tout cœur.

— Tout le monde a pu remarquer jeudi, à la distribution des drapeaux, un gros chien griffon, assez laid, couleur jaunâtre, couché sur les marches de l'estrade et aux pieds des membres du Gouvernement provisoire. Ce chien, dont le maître, homme du peuple, a été tué aux barricades en combattant dans les journées de février, a lui-même été blessé à côté de son maître d'un coup de feu à la cuisse et d'un coup de sabre à l'épaule droite; la cicatrice est encore visible. Il a eu, en outre, la patte droite de devant écorchée par le cheval d'un garde municipal; il boite et boitera toujours. Ce chien était entré blessé et meurtri à l'hôtel de ville, le 24 février, en même temps que le peuple, et ne l'avait pas quitté depuis. Il a suivi la garde républicaine, qui l'a adopté, à la distribution des drapeaux, et répond au nom de *Barricade*. Il se trouve perdu. La garde républicaine prie les citoyens qui le trouveront de le renvoyer à l'hôtel de ville, et les journaux d'être assez bons pour reproduire ce petit article.

Une société pour l'émancipation des femmes s'est organisée, à Paris, rue de Provence, 61, chez M. le docteur Malatier. Dans le manifeste qui nous est adressé, nous retrouvons tous les principes que nous avons adoptés nous-mêmes et dont tous nos actes seront la conséquence. Nous n'avons donc pas à critiquer, et nous crierons courage aux femmes, nos sœurs, qui, sous un même drapeau, marchent au but vers lequel nous tendons.

Le directeur gérant : SORBIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.